



**HAL**  
open science

**Russie, octobre 1993. Analyser une crise vingt ans après**  
Myriam Désert

► **To cite this version:**

| Myriam Désert. Russie, octobre 1993. Analyser une crise vingt ans après. 2014. hal-00945662

**HAL Id: hal-00945662**

**<https://hal.science/hal-00945662>**

Preprint submitted on 12 Feb 2014

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



## TEPSIS PAPERS Février 2014

Myriam Désert

# RUSSIE, OCTOBRE 1993. ANALYSER UNE CRISE VINGT ANS APRÈS

Le 21 septembre 1993, le président Boris Eltsine adopte un *ukaz* qui suspend les fonctions du Congrès des députés du peuple et du Soviet suprême de la Fédération de Russie. Présenté par les uns comme un moyen de sortir du conflit qui oppose le Président au Parlement depuis des mois, dénoncé par les autres comme un coup de force, cet *ukaz* ouvre la voie à une crise qui durera quatorze jours au cours desquels le conflit politique basculera dans l'affrontement violent.

Refusant de se soumettre à la décision présidentielle, un certain nombre de députés soutenus par le général Routskoï, Vice-président de la Russie, se réunissent en session extraordinaire à la Maison blanche et tiennent le siège contre les forces de l'ordre. Des manifestations sont organisées dans la ville : les partisans d'Eltsine se réunissent près du Soviet de Moscou, ceux des députés près de la Maison blanche. L'affrontement politique se conclut par le bombardement du Parlement par l'armée le 4 octobre sur ordre du Président et par l'arrestation des députés insoumis et de leurs partisans.

Myriam Désert  
Professeur à l'Université Paris IV - Sorbonne

Mots clés **Russie** **Crise Politique** **Mémoire** **Violence** **Constitution**

Référence électronique <http://hal.archives-ouvertes.fr/TEPSIS>

Laboratoire d'Excellence

**tepsis**

Transformation de l'Etat  
politisation des sociétés  
institution du social

Bilan : plus de 150 morts et 400 blessés. Le 12 décembre 1993, une nouvelle Constitution – celle de la Russie actuelle - est adoptée par référendum.

Vingt ans après, de très nombreuses publications, conférences et événements ont été consacrés à la crise d'octobre 1993 (1). Une multiplicité de documents et de sources qui contraste avec le silence écrasant qui a longtemps dominé sur ces événements. Mais si les acteurs sont encore accessibles, si les sources audio-, vidéo- et photographiques sont très nombreuses, si les Archives de l'État ont conservé les documents récupérés dans une Maison blanche semi-calcinée, la crise d'octobre elle-même reste à analyser.

C'est encore la passion qui domine les récits d'acteurs, dont les souvenirs sont parfois irréconciliables. Et si l'on ressort d'une plongée dans ces matériaux sans vision plus ou moins stabilisée de l'événement, il n'y a là rien d'étonnant. Vingt ans de recul, c'est en effet trop peu pour qu'émerge une description rationalisée d'un événement aussi complexe que majeur pour le devenir politique du pays. Vingt ans après, en revanche, il est possible de se pencher sur la mémoire de l'événement et de voir quelle analyse en font acteurs et témoins.

## LA CRISE AVANT LA CRISE

À la veille de ces événements, les jeux sont loin d'être faits et les voies que va emprunter la toute jeune Fédération russe, issue de la dislocation de l'URSS, restent incertaines. La « thérapie de choc », lancée début 1992 par le « gouvernement des réformes » de B. Eltsine, est très vite vécue comme un « choc sans thérapie », plongeant dans le dénuement une grande partie de la société. Bon nombre de députés du Soviet suprême, élus en 1990, s'érigent alors en défenseurs des populations fragilisées par les réformes, militant pour des modalités moins radicales et s'opposant au pouvoir exécutif, initiateur des réformes, qu'ils avaient pourtant doté de pouvoirs spéciaux quelques mois plus tôt pour mener les mener à bien.

La politique monétariste, autre volet de l'« assainissement » économique, est, quant à elle, battue en brèche suite aux protestations associant travailleurs et « directeurs rouges » à la tête d'usines qui restent propriété collective jusqu'au lancement des privatisations à l'automne 1992. Ces collusions inattendues témoignent de l'incertitude qui caractérise la période. Le pays est au milieu du gué supposé le mener vers l'économie de marché, tandis que députés et exécutif n'arrivent pas à trouver un accord sur le régime (présidentiel, parlementaire ou mixte) à instaurer. Dans ce contexte de tensions, les tenants de la « troisième voie » ne parviennent pas à se rendre audibles.

---

(1) Voir les sources et documents recensés à l'adresse <http://russie.hypotheses.org/1070>. On trouvera également sur <http://russie.hypotheses.org/> (rubrique 1993) une bibliographie scientifique, plusieurs comptes rendus de conférences organisées à Moscou et les matériaux) du colloque « Un octobre oublié ? La Russie en 1993 » qui a eu lieu à Paris en novembre 2013, et sur les conclusions duquel ce papier s'appuie en particulier.

La vie institutionnelle reste encadrée par une Constitution adoptée en 1978 qui ne prévoit aucunement les conflits issus des mutations de la Russie post-soviétique et ne propose aucun mode de régulation. Un référendum organisé en avril 1993 sollicite l'arbitrage populaire, mais représentants de l'exécutif et députés interprètent chacun en leur faveur les résultats d'une consultation qui, avec ses quatre questions lapidaires (2), ne peut guère donner de réponse univoque.

Alors que le changement de cap avait été accueilli avec une foi, souvent aussi naïve que fervente, dans le libéralisme comme nouvel « avenir radieux », l'épreuve du réel est perturbante et les réactions contrastées, y compris au sein de groupes unis naguère par un projet de libéralisation dont l'évidence s'effrite. Les fluctuations sont grandes, aussi bien dans les motivations et les objectifs de ceux qui vont s'affronter en octobre 1993, que dans les formes, les moyens et le sens même de leur lutte. On est dans une logique d'affrontement de camps alors que les positions de beaucoup sont floues et que les acteurs ignorent qui sont leurs vrais alliés. Cette incertitude a des effets considérables sur les perceptions, attentes, calculs et tactiques des principaux protagonistes. À cela s'ajoute l'intervention spontanée et inorganisée de la « foule », les manifestations massives étant devenues avec la *perestroïka* un mode d'expression usuel et légitime.

C'est dans ce contexte que s'inscrit l'affrontement qui va se dérouler, en l'absence d'« états-majors » opérationnels unifiés aussi bien autour de B. Eltsine que de la Maison blanche. Et ce chaos reste difficile à analyser, alors que la dimension traumatique de l'événement accroît les difficultés à le mettre en récit.

## ACCORD IMPROBABLE, QUALIFICATION IMPOSSIBLE

Début octobre 1993, après plusieurs jours de tension dans et autour de la Maison blanche encerclée, où l'eau, l'électricité et les communications sont coupées, de négociations menées sous l'égide de l'Église orthodoxe, les événements semblent s'accélérer : affrontements violents le 2 octobre près de l'Arbat, manifestation du 3 octobre qui déborde les cordons de police, affrontements armés près de la tour de télévision d'Ostankino le 3 au soir, bombardement de la Maison blanche le 4.

Dans l'accélération et la perte de contrôle qui caractérisent le déroulement des événements, les enjeux eux-mêmes sont bouleversés : pour les principaux acteurs, ils passent d'une lutte pour le pouvoir à une lutte pour la survie politique, puis la simple survie physique. L'irruption de la violence prend d'autant plus au dépourvu que le scénario paisible de la chute de l'URSS en 1991 avait pu laisser croire qu'elle était désormais improbable.

---

(2) Les électeurs étaient appelés à se prononcer sur : le soutien au Président de la Fédération (58% de oui), le soutien à la politique socio-économique menée par le Président (53% de oui), des élections présidentielles anticipées (49,5% de oui, soit 50,5% de non) et des élections anticipées des députés du Peuple (67,2% de oui).

Le tempo de ces quelques jours tragiques de l'automne 1993 explique la confusion comme la volatilité des perceptions, et le poids de la rumeur. Même au plus haut niveau de l'État, c'est CNN qu'on regarde pour se tenir au courant. L'information est diffusée au compte-goutte, et puisque les journalistes mentent, tout peut être vrai. Modalité de constitution de l'information qui jette le doute sur la réalité des identités comme des faits : ont-ils ou non existé, ces snipers accusés d'avoir fait de nombreuses victimes ? Les obus qui ont frappé le bâtiment étaient-ils « vrais » ? Y a-t-il eu 165 morts (version officielle) ou des centaines de fusillés ?

Alors que l'établissement des faits, faute d'enquête digne de ce nom, reste difficile, la qualification devient un exercice particulièrement polémique. L'affirmation de faux-semblants traverse de nombreux témoignages : simulacre que le pouvoir des soviets, illusion que les velléités démocratiques de B. Eltsine, usurpation que le terme de « Parlement » appliqué au Soviet suprême. Non seulement les institutions et les personnes doivent être « démasquées », mais les stigmates sont retournés : Boris Eltsine est qualifié de « bolchevik », quand il prétend vouloir éliminer le « fléau communiste ».

Cet événement est aussi une mise à l'épreuve de soi comme de ses représentations : il constitue un choc entre convictions politiques et posture éthique et entraîne un brouillage de sa propre identité. Comment arbitrer, lorsqu'on est militaire et qu'on a prêté serment à la patrie, entre la Maison blanche et le Kremlin ? L'appartenance aux « structures de force » n'entraîne pas le même choix de camp pour tous ; bon nombre ne se déterminent d'ailleurs pas. Et que signifie se mettre dans un camp ? Défendre le Soviet suprême, ce n'est pas se ranger aux côtés de ceux qui, à l'intérieur, mènent la résistance à B. Eltsine.

Autant de facteurs qui bloquent la construction d'un récit consensuel, même minimaliste. La qualification des événements comme guerre civile ou pas, question maintes fois soulevée lors du colloque parisien de novembre 2013, apparaît aux acteurs d'autant plus cruciale qu'elle dessine, à leurs yeux, les frontières de la légalité et donc la définition du régime politique issu de cette crise.

## UN MOMENT D'HISTOIRE - OU UNE HISTOIRE À ÉCRIRE ?

Pour tous, en tout cas, il s'agit d'un moment historique. Par les analogies avec les Révolutions, mobilisées en permanence dans les témoignages ou les analyses : Thermidor ou Brumaire, situation de double pouvoir comme en 1917, Chili 1973. Par l'invocation aussi de « lois de l'histoire » dans les exposés et récits, qui minorent le rôle des acteurs

centraux.

Les mises en récit illustrent cette dernière caractéristique : elles disent un événement sans héros ni coupables et montrent le rôle important des improvisations dans un enchaînement précipité dominé par l'incertitude. Ce qui appelle une description précise des affrontements de rue : il est d'autant plus essentiel de savoir qui « tenait » tel ou tel lieu, quel type de forces de l'ordre, dont on a sans cesse rappelé qu'elles étaient hétérogènes. Pour mieux comprendre le déroulement de l'événement, il faudrait aussi pluraliser les protagonistes : il n'y a pas seulement affrontement de deux « pouvoirs », mais aussi interférence des pouvoirs régionaux, dont le rôle reste à décrire.

Octobre 1993 constitue également un jalon historique. Il détermine une fin, identifiée là encore diversement : fin du système soviétique (attaqué dans son lieu symbolique par excellence : le Soviet) ou fin de la démocratisation (la Maison blanche symbolisant alors l'espoir d'une république parlementaire) ? Victoire de l'avenir sur le passé pour les uns, fermeture d'un avenir différent, pour les autres. Ces événements sont en tout cas perçus comme le début d'une séquence qui va de la Constitution de 1993 (consacrant un régime présidentiel fort) à l'autoritarisme du système poutinien, où certains voient un enchaînement contraint, le sang versé imposant de transmettre le pouvoir dans un schéma dynastique et de se préserver des règlements de compte, judiciaires ou politiques.

Alors qu'on a souvent entendu que « toutes les parties avaient perdu », il est difficile de définir non seulement qui a perdu ou gagné, mais aussi ce qui a été perdu ou gagné. Un bilan global est encore un objectif trop ambitieux eu égard au faible recul, mais cette question pourrait se concrétiser dans l'étude de trajectoires individuelles, de la façon dont l'événement a affecté les individus et leurs représentations. Les ruptures de carrière semblent d'ailleurs être le lot non seulement des « vaincus » de la Maison blanche, mais aussi de l'entourage d'alors d'Eltsine, dont peu sont encore actuellement au sommet de la politique.

En réalité, hormis quelques comparaisons entre 1993 et les manifestations de 2011-2012, l'impact des événements de 1993 sur le système politique actuel et le modelage des institutions auxquelles ils ont donné naissance furent peu présents dans les discussions entourant la commémoration. Ils ont pourtant déterminé une évolution de la perception de ce qu'est le politique, de ce que peuvent être les relations entre pouvoir et société, des modes de résolution des conflits et ont été fondateurs de règles et attitudes nouvelles. Autant de thèmes pour de futures recherches.